



TRANSPARENCY INTERNATIONAL LUXEMBOURG

The press review

Du 26 au 31 mars 2013

Prepared by Transparency International Luxembourg

Disclaimer

Cette revue de presse est compilée par Transparency International Luxembourg. Les idées et opinions exprimées dans les articles cités sont fournis à titre d'information uniquement et ne représentent pas les idées et opinions de Transparency International Luxembourg, qui s'en distance formellement. La véracité et l'exactitude des documents repris ou cités dans cette revue de presse n'a pas été confirmée par Transparency International Luxembourg. Pour toutes questions concernant ce service, nous vous prions de bien vouloir contacter notre bureau au numéro de téléphone 26 38 99 29 ou par e-mail au secretariat@transparence.lu.

Information importante « hotline anti corruption »

Nous vous rappelons que nous avons mis en place une « hotline » qui permet d'obtenir aide et assistance gratuite pour les particuliers pour tout fait constitutif de corruption au sens large ou de trafic d'influence (en tant que victime ou de témoin).

Vous pouvez nous joindre à cet effet par téléphone au numéro 26 38 99 29, par email info@transparence.lu ou alors directement en nos bureaux situés au 11C, Bd. Joseph II, Luxembourg.

National

L'HEBDOMADAIRE LUXEMBOURGEOIS EN FRANÇAIS
 LE JEUDI.LU

«L'exécutant des attentats» 2013-03-21 16:02:00

Procès Bommeleeër, le «stay behind», encore et toujours

Après le fils d'un espion allemand, c'est un ancien agent du Service de renseignement qui met en cause l'armée secrète de l'Otan.

Chaque jour d'audience apporte des nouvelles pièces au puzzle dont beaucoup doutent que l'on arrivera un jour à le reconstituer.

La dernière est livrée par un ancien du Service de renseignement luxembourgeois (Srel), André Kemmer. L'homme qui est passé au ministère de l'Economie pour lancer la cellule d'intelligence économique .

Dans un fax adressé à l'avocat de la défense, l'inénarrable Gaston Vogel, André Kemmer s'épanche sur sa conviction: les attentats qui ont secoué le pays dans les années 80 sont imputables à l'armée secrète de l'Otan

, le fameux réseau «stay behind», baptisé «le plan» au Luxembourg et géré par le Srel.

Interrogé en 2009 par la juge d'instruction Doris Woltz, André Kemmer veut livrer sa version; la magistrate lui aurait répondu: «Ne venez pas avec cette histoire de Gladio [NDLR: autre appellation de "stay behind"]» Mais il ne s'est pas tu. Gaston Vogel a lu devant le tribunal les propos de Kemmer: «A cette occasion, je lui ai raconté que le "stay behind" pris dans le sens stratégique du mot était pour moi l'exécutant des attentats. Je lui ai dit que, si elle ne voulait pas entendre qui était le "spiritus rector", elle n'avait pas besoin de m'interroger. Sur ce, je lui ai dit qu'il s'agissait de Licio Gelli, fondateur de la loge P2 et l'un des concepteurs du Gladio italien, qui aurait trouvé refuge à Luxembourg dans les années 1984-1986. J'ai précisé que cela résultait d'une microfiche qui se trouvait dans les archives du Srel.»

La fiche en question contient une note reçue par le Srel et datée du 20 août 1983. Dix jours plus tôt, Licio Gelli vient de s'évader de la prison suisse de Champ-Dollon. Ce fasciste italien alors âgé de 63 ans n'est pas n'importe qui.

Patron de la loge maçonnique P2, il est accusé d'avoir trempé dans tous les mauvais coups des années 70 et 80 en Italie, assassinats, attentats, détournements de fonds. Il est surtout accusé d'être un élément central du «stay behind» en Italie. Dans sa cavale, il serait passé par le Luxembourg, c'est ce que suggère la note adressée au Srel; il «pourrait se trouver réfugié au Luxembourg, où il aurait de consistants dépôts en banque et il se servirait de la protection d'amis et de collaborateurs locaux». Il serait par ailleurs titulaire de la société Chinon Holding. Est demandé au Srel de recueillir tous les renseignements sur Gelli et sa holding et de les fournir à l'ambassade d'Italie à Bruxelles. L'enquête sur Licio Gelli a-t-elle abouti? Et pourquoi André Kemmer livre-t-il aujourd'hui ses impressions? Ce faisant, il met clairement en cause la version de Charles Hoffmann. Lequel est entré au renseignement en 1976, où il

chapeautait le réseau «stay behind» avant de prendre la direction du Srel entre 1985 et 2003. Il martèle depuis des années que le «stay behind» n'a rien à voir avec les attentats.

La piste allemande

Il a d'ailleurs réfuté en bloc les déclarations livrées par Andreas Kramer, ancien historien au Bundestag et fils d'un ancien agent du BND, les renseignements ouest-allemands. Ce 13 mars, devant notaire, il raconte le lourd secret que son défunt père lui a dévoilé. Militaire et agent du BND et à ce titre directeur des opérations de la cellule du «stay behind» allemande, Kramer père coordonnait également les opérations dans le Benelux et en Suisse.

Il aurait également été retourné en 1973 par le KGB et livré des informations sur le réseau «stay behind» à Moscou. Au cours de sa carrière, il fut en contact étroit avec Charles Hoffmann. Lequel aurait, toujours selon Kramer, été formé aux techniques de sabotage dans un camp secret de l'Otan en Sardaigne.

Mais les accusations vont encore plus loin, le «stay behind» luxembourgeois désigné responsable des vols d'explosif. Les attentats visaient à terroriser la population et imposer une poussée politique vers la droite, affirme Kramer.

«La disparition des preuves à plusieurs moments de l'enquête a été organisée par mon père avec Hoffmann, afin de faire disparaître toute trace.»

Ces déclarations ont eu un retentissement jusqu'au Bundestag, entraînant une question parlementaire du député Hans-Christian Ströbele. «De quelle manière le gouvernement fédéral va-t-il contribuer à faire jaillir la vérité dans ce procès et accélérer la recherche historique de "Gladio/Stay Behind" auprès du BND?» s'interroge le parlementaire.

Andreas Kramer, tout comme André Kemmer, ces deux hommes qui viennent étayer la piste «stay behind», sont venus s'ajouter à la longue liste des témoins...

Alibi princier

Une des pistes récurrentes mènent au frère de l'actuel Grand-Duc, le prince Jean. Lequel dit n'avoir jamais rien su de sa mise en cause avant 2005.

Aujourd'hui est posée avec insistance la question de son alibi entre le 8 et le 11 novembre 1985. Pour rappel, le 9 et le 10 novembre, deux explosions on lieu au Findel, une personne est blessée dans l'attentat. Un témoin affirme avoir vu le prince le matin du 9 novembre non loin du lieu de l'explosion qui aura lieu le soir même. Le témoin, aujourd'hui décédé, s'était manifesté auprès des autorités. Le même témoin aurait, peu après ses déclarations, reçu l'oppressante visite d'agents de la sûreté le sommant de ne rien révéler de ses observations. Les mêmes hommes seraient revenus lui rendre visite après l'explosion. En 2005, le témoin demande et sera reçu par le Premier ministre Juncker pour lui livrer ses observations. Les 9 et 10 novembre 1985, le prince Jean participait à une chasse en France, invité par la famille Giscard d'Estaing dans le Loir-et-Cher. «Mais où se trouvait-il le 8 novembre?» s'interroge maître Vogel.

Olivier Tasch

27. März 2013 16:27; Akt: 27.03.2013 17:42

Luxemburg, neuer Hafen für reiche Russen?

Viele Russen rüsten sich zum Sturm auf Zyperns Banken, um ihr Geld in neue und sicherere Häfen zu übertragen. Als mögliche Alternativen werden Luxemburg, Hongkong, Liechtenstein und Malta genannt.



Vor allem die vielen russischen Privatanleger mit Guthaben über 100.000 Euro befürchten gewaltige Verluste. (Bild: dpa)

Rappelvolle Flugzeuge mit verunsicherten Russen auf dem Weg zu ihrem Zyperngeld - so zeichnen Moskauer Medien die Lage vor der Wiedereröffnung der Banken auf der Mittelmeerinsel. Vor allem die vielen russischen Privatanleger mit Guthaben über 100.000 Euro befürchten gewaltige Verluste. Je nach Bank drohen Einbußen von 40 oder sogar 80 Prozent der Einlagen, wie russische Analysten berichten. Betroffen seien einfache Bankkunden.

Die russischen Banken, selbst eng verbunden mit dem zyprischen Finanzsystem, bleiben hingegen gelassen. Für sie sehen Experten keinen Grund zur Panik.

"Geldwaschanlage Zypern"

"Tschüss, Zypern. Grüß dich... Hongkong?", schreibt der russische Finanzanalyst Maxim Ossadschi in der politischen Moskauer Zeitschrift "The New Times". Nun heiße es Abschied nehmen von der Insel, die in der EU als Geldwaschanlage für schmutziges Vermögen in Verruf geraten sei. Der Experte rechnet vor, dass etwa 30 Prozent der Einlagen auf Zypern den Russen gehörten. Das sind nach Schätzungen rund 20 Milliarden Euro - der größte Auslandsanteil überhaupt.

Ossadschi erwartet, dass nun eine "Massenflucht" des Kapitals einsetzt - und mit ihr das "wahrscheinliche Ende der finanziellen Macht" Zyperns naht. Seit Tagen üben sich Experten im Abgesang auf das "Finanzparadies" der Russen auf Zypern. "Zypern - das war mal eine Offshore-Zone", meint der frühere Zentralbankchef Viktor Geraschtschenko. Nun sei die Unsicherheit groß, ob das für Russen günstige Steuersystem und die unbürokratische Registrierung von Firmen auch künftig erhalten blieben, heißt es in Moskau.

"Luxemburg als Alternative"

Hongkong, Luxemburg, Liechtenstein und Malta werden als Alternativen genannt. Kaum jemand glaubt, dass sich die Hoffnung der russischen Regierung erfüllt, dass das Geld nun "heimkehrt". Auch die baltische Ex-Sowjetrepublik Lettland, die 2014 den Euro einführen will, nennen die Russen immer wieder als möglichen neuen Anlageort. Regierungschef Valdis Dombrovskis dementierte bereits Nachrichten, wonach die Europäische Zentralbank das EU-Mitglied aufgefordert habe, kein russisches Geld aufzunehmen.

In fast hysterischem Ton berichten russische Staatsmedien seit Tagen von einer Art Verschwörung gegen das Kapital aus dem Riesenreich. Wie auf Zypern wird für diese angebliche Intrige immer wieder die deutsche Bundeskanzlerin Angela Merkel als Drahtzieherin genannt - sie wollen den Sumpf mit russischem Geld austrocknen.

Vergleich mit Juden-Enteignung

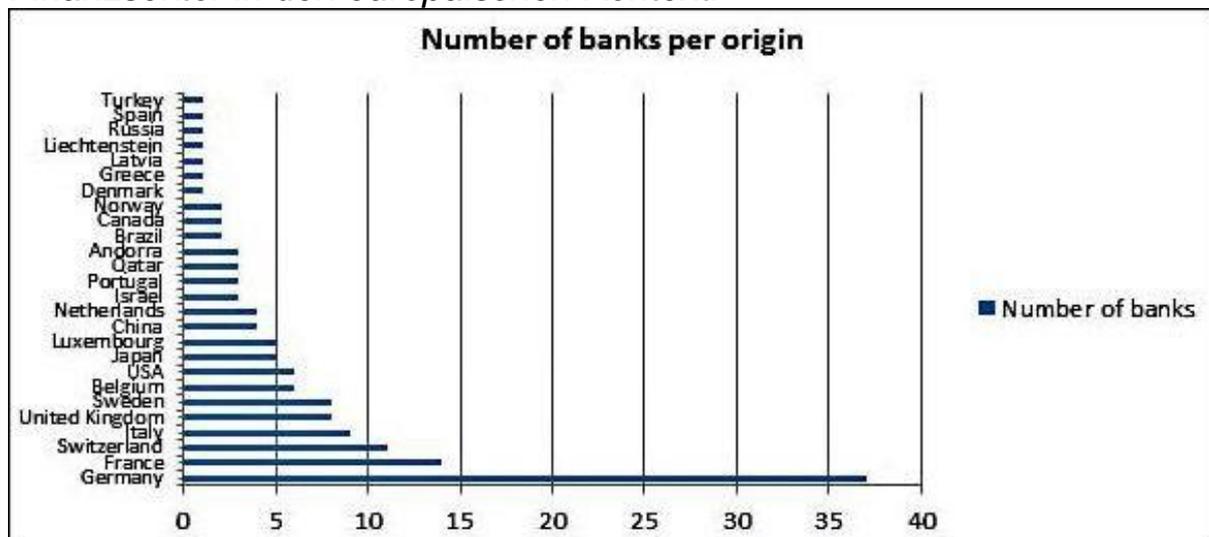
Den größten Hammer aber leistete sich Nachrichtenmoderator Dmitri Kisseljow im vom Kreml gesteuerten Fernsehen: Am 24. März verglich er - wie zuvor auch Bankenfunktionäre - den Plan der Eurogruppe zur Rettung Zyperns, der eine Zwangsabgabe auf Bankguthaben vorsah, mit der Enteignung der Juden im Dritten Reich. Dazu blendete der Propagandasender sogar einen Auszug aus Hitlers Parteiprogramm ein. Warum sich aber Russland selbst nicht bei der Rettung Zyperns stärker ins Zeug legt, dazu schweigt das Staatsfernsehen.

Beobachter meinen, dass Kremlchef Wladimir Putin seiner Wählerschaft in der verarmten russischen Provinz eine staatliche Hilfe für reiche Russen unter Zyperns Sonne kaum vermitteln könnte. Für Normalverdiener in Russland gilt schon ein Urlaub am Mittelmeer als kaum erschwinglicher Lebensstraum. Der Großteil der Bevölkerung schaut deshalb auch weitgehend ungerührt auf das Luxusleben der etwa 50.000 Russen auf Zypern.

Russische Medien berichten dennoch über Landsleute, die ihre Einlagen retten wollen, indem sie Bankangestellte auf Zypern zu bestechen versuchen oder gleich mit Schlägertypen aufkreuzen. Und es gibt auch offiziell nicht bestätigte Informationen, wonach Russen über ihre guten Kontakte zu Banken längst Geld abgezogen hätten aus dem Krisenland. Für das Moskauer Finanzsystem oder Geschäfte zwischen einzelnen Banken auf Zypern erwarte er keine Probleme, sagte der Vize-Chef der russischen Zentralbank, Alexej Simanowski: "Aber einfache Kunden, natürlich, für die kann es unangenehm werden."

Süsssäuere Reaktion aus Luxemburg

Die rezenten Vorwürfe gegen Luxemburg wegen seines angeblich zu großen Finanzplatzes beunruhigen die Regierung. Sie stellt den Finanzsektor in den europäischen Kontext.



Vor allem deutsche Banken bevölkern den Luxemburger Bankenplatz.

Luxemburgs Finanzplatz ist grundlegend international und dient als wichtiger Eingangstor für Anleger in der Eurozone. Damit trage dieser Sektor zur allgemeinen Wettbewerbsfähigkeit aller Mitgliedsländer bei, so die Regierung Luxemburgs am Mittwoch. Der Finanzplatz würde sich durch seine unterschiedliche Kundschaft, seine hoch entwickelten Produkte, die strikte Überwachung und die strenge Anwendung der internationalen Normen auszeichnen, so die Regierung, die ihrer Stellungnahme eine Grafik über die Zusammensetzung des Luxemburger Bankplatzes beigefügt hat. Ersichtlich ist dabei das enorme Gewicht deutscher Banken. Sie stellen fast dreissig Prozent der ansässigen Geldinstitute dar.

Bereits am Dienstag hatte Vizepremierminister Jean Asselborn vehement Vorwürfe gegen den Luxemburger Finanzplatz und sein „Geschäftsmodell“ zurückgewiesen und von einem deutschen Diktat gesprochen, dem man sich widersetzen werde.

Luxemburg, ein Problemland?

Die Regierung reagierte offiziell auf die Aussagen einzelner EU-Politiker, die Luxemburgs Bankenplatz mit dem zyprischen verglichen und eine Restrukturierung

anmahnen. Man sei besorgt bezüglich der Aussagen über die Größe des Finanzsektors im Vergleich zum Bruttoinlandprodukt des Landes und angeblicher Risiken für die wirtschaftliche und finanzielle Nachhaltigkeit des Landes. Eurogruppen-Vorsitzenden Jereon Dijsselbloem hatte vor aufgeblähten Bankensektoren in einzelnen Sektoren gewarnt. Seine Aussage, die Zypern-Lösung mit Abgabezwang für Anleger könne als Modell für andere Krisenländer herhalten, nahm Dijsselbloem zurück. Der deutsche SPD-Politiker und Fraktionsvize Joachim Poß hatte seinerseits Luxemburg als Problemland bezeichnet.

Ausschlaggebend für einen Finanzplatz seien vielmehr Qualität und Stabilität des Sektors und seine Größe im Verhältnis zur Eurozone und nicht zur nationalen Volkswirtschaft. Das Argument der Verhältnismäßigkeit widerspreche den Bestrebungen des Binnenmarktes. In diesem Sinne habe man sich für eine echte Bankenunion mitsamt gemeinsamer Überwachung ausgesprochen, die auch ein integriertes System von Einlagegarantien beinhalten soll.

Luxemburgs Bankenplatz zählt derzeit 141 Banken aus 26 Ländern.

(Tageblatt.lu)

De troublants témoignages

2013-03-28 16:52:00

Procès Bommeleer: 16 jours de rebondissements. La série d'attentats qui a secoué le pays dans les années 80 reste entourée de mystère. Sur le banc des accusés, deux anciens gendarmes de la brigade mobile. Son créateur, Ben Geiben (sur notre photo), est quant à lui un témoin clé de l'affaire.



Olivier Tasch - otasch@le-jeudi.lu

Avec le procès, les langues commenceraient-elles à se délier? Au point que Sylvie Conter, présidente de la 9e chambre criminelle du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, déclarait en cette fin de quatrième semaine de procès: «J'aimerais en finir avec cette affaire avant ma retraite!»

Car tous les jours ou presque surgissent de nouveaux rebondissements. La boîte aux lettres de la défense est submergée de révélations, rallongeant inlassablement la liste des témoins qui seront appelés à la barre et qui compte désormais une centaine de noms. Parmi lesquels l'actuel Premier ministre, Jean-Claude Juncker, mais aussi celui de l'époque des attentats, Jacques Santer, et son ministre de la Justice, Marc Fischbach. Sans oublier deux frères du Grand-Duc Henri, les Princes Jean et Guillaume.

Ces nouvelles révélations laissent parfois planer un parfum d'instruction dans la salle du tribunal. Les enquêteurs sont ainsi régulièrement priés par la juge de vérifier ou de rechercher tel ou tel indice, négligé lors de l'enquête. Laquelle fut visiblement menée avec assez peu de diligence.

Comme l'illustrent la disparition mystérieuse de nombreuses preuves ou encore les entraves à l'enquête qui auront mené jusqu'à la mise à pied en 2008 de Pierre Reuland et Guy Stebens, respectivement directeur général et secrétaire général de la police. Sans parler des rapports effectués par le FBI en 1986. Lesquels furent retrouvés lors d'une perquisition dans les archives du Service de renseignement en 2003 et qui n'avaient jamais atterri sur le bureau du juge d'instruction. Personne aujourd'hui ne peut se rappeler qui avait demandé l'aide du FBI.

Les rapports en question sont adressés au colonel Aloyse Harpes, chef de la gendarmerie. Ils dressent le profil psychologique des auteurs et contiennent les analyses de débris de plusieurs attentats.

Le FBI privilégie la piste militaire, pense que les terroristes sont des locaux et ont sans doute suivi une formation en Grande-Bretagne ou aux États-Unis.

Si l'audition des témoins devait commencer après les vacances de Pâques, l'un d'entre eux fut entendu immédiatement: Ted Wormeringer. Patron d'un magasin de meubles, il affirme qu'un beau jour de 1986, un homme se serait présenté dans son établissement et lui aurait expliqué être le poseur de bombes. Cet homme répondait au nom de Ben Geiben, le créateur de la brigade mobile de la gendarmerie, dont deux anciens membres se retrouvent aujourd'hui sur le banc des accusés. Geiben fut donc appelé à la barre où il expliqua ne connaître Wormeringer ni d'Eve ni d'Adam.

«Acteur principal»

Ben Geiben, un nom qui revient en permanence. Qualifié d'«acteur principal» par la défense, il sera entendu après Pâques, comme simple témoin.

Coup de théâtre le jour de la confrontation Geiben-Wormeringer: on apprend que le procureur général Roby Bieber a rencontré Ben Geiben au domicile d'un enquêteur de l'affaire en 2008, pour discuter. Inédit: le procureur est donc appelé dans l'enceinte du tribunal. Lequel ne prêterait pas serment puisqu'il ne peut porter l'accusation et témoigner en même temps.

Il explique néanmoins que cette rencontre a bien eu lieu, il voulait se faire une image de Ben Geiben, toujours présent, à tort ou à raison dit-il, au cours de toute l'enquête.

Roby Bieber explique par la même occasion que les deux prévenus ne sont sans doute pas les froids stratèges de la série d'attentats. Le procureur n'arrive pas non plus à se défaire de l'impression qu'il y a des gens haut placés qui savent exactement ce qui s'est passé à l'époque!

L'époque précisément est celle de la guerre froide, de la confrontation entre l'Otan et le Pacte de Varsovie. Un contexte dans lequel naît un peu partout en Europe le réseau «stay behind» – les armées secrètes de l'Otan censées être activées en cas d'occupation russe mais que d'aucuns soupçonnent de s'être éveillées en Italie ou en Belgique.

C'est la piste privilégiée par la défense. Maître Lorang souligne qu'«il existe un faisceau de présomptions graves et concordantes [indiquant] que le "stay behind" est sinon l'auteur, à tout le moins l'instigateur des attentats qui font l'objet du présent procès seul ou avec, comme bras exécutant, l'armée luxembourgeoise ou des groupements paramilitaires».

Une piste qui sera étudiée dès la reprise du procès, la deuxième semaine d'avril, avec l'audition d'un témoin qui accuse carrément les services secrets luxembourgeois d'être à l'origine des attentats...

Luxalpha: une plainte rejetée

2013-03-30 10:54:00



La justice française enquête sur le rôle d'UBS Luxembourg dans la distribution du fonds Luxalpha

La justice française a débouté une plaignante qui attaquait la Société générale pour l'avoir mal conseillée lors de son achat d'actifs investis dans des produits Madoff.

Les victimes de l'affaire Madoff ne sont pas toutes logées à la même enseigne devant la justice. Tout dépend des circonstances de leur souscription aux fonds utilisés pour distribuer des titres Madoff.

Une ancienne hôtesse de l'air qui avait perdu ses économies dans le fonds Luxalpha a été déboutée vendredi dans le procès qu'elle avait intenté à la Société générale. Elle demandait à la banque de lui rembourser les 110 000 euros qu'elle avait perdus et 100 000 euros de dommages et intérêts. La 9e chambre civile du tribunal de grande instance de Paris l'a déboutée de l'intégralité de ses demandes et l'a condamnée à verser à la Société générale 3 000 euros au titre des frais de justice.

La plaignante, Isabelle de la Seiglière, avait investi les dommages et intérêts qu'elle avait obtenus d'Air France après un accident du travail, dans le fonds luxembourgeois Luxalpha, en espérant se constituer un capital pour sa retraite. À l'audience, le 30 janvier dernier, son avocate, Me Simone Daul, avait estimé que la banque «avait les moyens d'éviter cet investissement catastrophique» à sa cliente, qui était à la Société générale depuis 44 ans. Elle lui reprochait de n'avoir pas joué son rôle de conseil.

L'avocat de la banque, Me Antoine Maffei, avait quant à lui expliqué que, comme «toute la place de Paris», la Société générale ignorait que les actifs de Luxalpha étaient investis dans des produits Madoff. La banque a «parfaitement tenu ses engagements» et avait même «déconseillé» cet investissement à la plaignante, avait-il fait valoir, ajoutant que le préjudice

n'était pas établi, dans la mesure où les opérations de liquidation de Luxalpha ne sont pas clôturées.

La plaignante avait été conseillée par l'un de ses amis d'enfance, Patrick Littaye, cofondateur de la société Access International Advisors, dont l'un des gestionnaires, Thierry Magon de La Villehuchet, s'est suicidé dans les locaux new-yorkais de l'entreprise. Patrick Littaye lui avait proposé de souscrire des titres Luxalpha par l'intermédiaire de la Société générale, ce qu'elle avait fait en juin et novembre 2006. Informée du scandale Madoff par un fax d'Access International Advisors le 13 décembre 2008, elle avait appris pour la première fois que les fonds souscrits avaient été investis dans la société du financier américain. Elle avait alors ordonné la vente de ses titres Luxalpha mais il était déjà trop tard.

D'autres procès en perspective

Les procédures commencent aussi à aboutir devant la justice luxembourgeoise. Il faut dire que plusieurs fonds renvoyant au système Madoff étaient inscrits au Grand-Duché comme Luxalpha, Luxinvest ou encore Herald (Lux). Le 28 novembre dernier, un tribunal déboutait un particulier qui avait placé une partie de ses économies dans le fonds Rafale Partners via Dexia (redevvenue BIL). Le lendemain, un investisseur français plus chanceux s'est vu allouer 75 000 euros de dommages et intérêts.

Pour le tribunal, la banque a manqué à son obligation d'information sur le fonds Rafale, notamment sur ses risques. Toutefois, les indemnités octroyées ne représentent que 30 % des 250 000 euros qu'elle avait placés, au titre de la «perte de chance» (préjudice subi du fait de la disparition d'une opportunité favorable, en l'occurrence ce qu'aurait rapporté un placement dans des fonds moins risqués).

Les décisions rendues ailleurs en Europe paraissent autrement plus généreuses que celles des tribunaux luxembourgeois. En France, le 20 décembre dernier, la société 1818 Gestion (groupe BPCE) a été condamnée en appel à rembourser à la société Someg 100 377 euros, soit 100 % du montant investi dans Luxalpha. Et le parquet de Paris a requis la mise en examen d'UBS Luxembourg pour son rôle dans Luxalpha et demandé au juge Renaud Van Ruymbeke de poursuivre ses investigations.

Les investisseurs américains restent les mieux lotis puisqu'ils sont indemnisés entre 65 % et 100 % en moyenne par Irving Picard, le liquidateur de Bernard Madoff, qui a récupéré 9,3 milliards de dollars sur la vingtaine de milliards perdus par les victimes de Madoff.

Bernard Madoff a été condamné en 2009 à 150 ans de prison par la justice américaine. Son escroquerie est estimée à entre 23 milliards et plus de 65 milliards de dollars si l'on prend en compte ou non les intérêts.

Régional & International



La Croatie prête à adhérer à l'UE le 1er juillet, selon Bruxelles

2013-03-26 13:25:00



A Zagreb, le commissaire européen à l'Élargissement, Stefan Füle, a présenté le rapport au gouvernement croate (Photo: archives)

La Commission européenne a confirmé mardi que la Croatie était prête à devenir le 28e Etat membre de l'Union européenne le 1er juillet, tout en soulignant que des efforts restaient à faire pour améliorer la lutte contre la corruption et le crime organisé.

"La Commission estime que la Croatie a mené à bien les dix actions prioritaires qui avaient été identifiées dans le précédent rapport en octobre", a indiqué l'exécutif européen à l'occasion de la publication d'un nouveau rapport de suivi axé notamment sur la politique de compétitivité et l'état de la justice dans ce pays des Balkans.

La Croatie "a montré la volonté et la capacité de remplir tous les engagements pendant en temps utile avant l'accession. La Commission en conclut que la Croatie sera prête à rejoindre l'Union européenne le 1er juillet 2013".

A Zagreb, le commissaire européen à l'Élargissement, Stefan Füle, a présenté le rapport au gouvernement croate.

"Ce rapport est un bilan de santé propre. Mais pour rester en bonne santé, il ne faut pas s'endormir sur ses lauriers", a dit le commissaire européen à la presse, en appelant les autorités croates à se concentrer notamment sur la lutte contre la corruption.

Le Premier ministre croate Zoran Milanovic a affirmé que son gouvernement s'était donné pour objectif de faire entrer le pays aussi dans l'espace Schengen vers la fin 2015.

"Je suis convaincu que nous sommes capables de faire ça (...) car nous avons le cadre législatif nécessaire, ainsi que la force" de réussir, a ajouté M. Milanovic.

Le rapport souligne que la Croatie répond aux exigences européennes en matière d'antitrust, de fusions et d'aides d'Etat.

Par ailleurs, "le cadre législatif a continué à s'améliorer", en vue notamment de "renforcer l'efficacité du système judiciaire" et de "réduire l'arriéré des tribunaux", même si celui-ci demeure plus élevé que la moyenne européenne.

Mais si le cadre légal et institutionnel est jugé "adéquat" pour lutter contre la corruption et le crime organisé, et que les organes chargés de faire appliquer les lois se montrent "proactifs", le niveau des sanctions appliquées dans ce type d'affaires demeure "faible", nuance toutefois la Commission.

"Des peines efficaces et dissuasives sont nécessaires dans les affaires de corruption, de grande criminalité et de crime organisé afin d'enregistrer des progrès durables et d'éviter de créer un climat d'impunité", écrit-elle dans le rapport.

La Croatie doit également "intensifier ses efforts" en matière de prévention de la corruption, en mettant immédiatement en place des mesures permettant notamment de détecter des conflits d'intérêt, ajoute-t-elle.

En ce qui concerne le traitement des crimes de guerre, la Croatie a continué à collaborer avec son ancien ennemi serbe et d'autres pays de la région, ainsi qu'avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, basé à La Haye, selon le document.

A ce jour, 19 des 27 Etats membres actuels de l'UE ont ratifié le traité d'adhésion de la Croatie, signé le 9 décembre 2011 à Bruxelles. La Croatie sera la deuxième ex-république yougoslave, après la Slovénie, à adhérer à l'UE.

Afp

Post-2015 process must prioritise basic needs for the poorest

Access to services of little benefit to those lacking staples such as food, sanitation and land rights, say authors of new report

Wednesday 27 March 2013 11.10 GMT



Back to basics ... a new Participate initiative report delivers a clear message to the UN high-level panel in Bali. Photograph: Firdia Lisnawati/AP

A big difference between the [millennium development goals](#) (MDGs) and the post-2015 agenda is that extensive efforts are being made to find out what matters most to the poor.

The MDGs, put crudely, were [cooked up in the basement](#) of the UN headquarters in New York, albeit by the best development experts. This time the UN is holding [thematic and national consultations](#), supplemented by a [My World](#) survey that has so far drawn responses from more than 200,000 people, with employment emerging as a priority.

In [Bali](#) this week, where a UN high-level panel is holding its third round of talks on the post-2015 development agenda, the Institute of Development Studies and the global campaign [Beyond 2015](#) added their [Participate initiative](#) report – [What Matters Most](#) – to the mix.

The study sought to reach the poorest and most marginalised people – those without computers or mobile phones, or who are illiterate – in 40 countries. So in Bangladesh, the initiative is working with an NGO, [ADD](#), which has trained 15 disabled people to become participatory researchers. Their job will be to collect stories from people with disabilities to find out what matters to them. Many have spoken of prejudice and stigma within their own families rather than in the wider community.

As well as on-the-ground research through local partners, Participate has distilled the findings of 84 participatory research studies in 107 countries in the past seven years.

A key finding is that the MDG approach, focusing on universal access to services such as health and education, rarely benefits the poorest and most marginalised. In Mozambique, a study found that most of the 360 households in the Majune and Cuamba areas were not receiving support in cash or kind under a national programme to support the poor.

"According to a community leader," said the report, "most people do not look upon the state as having any obligations to support the poor as households and individuals – despite the fact that most households pay tax."

Danny Burns, a contributor to the report who was in Bali to present its findings to UN panel members, says this poses a challenge for any approach advocating universal access to services. The very poor and marginalised cannot get access to such services, because they are discriminated against or they cannot afford them.

Universal access to education, Burns points out, is no good to the family that cannot afford school uniforms or needs children to fetch water. Such "impossible" tradeoffs force people into choosing short-term needs over longer-term wellbeing. An approach that focuses on meeting targets – building the requisite number of toilets – also falls short, because it tends to lead to a top-down, one-size-fits-all approach that does not necessarily meet local needs.

"There are swathes of white elephants in sanitation, toilet blocks that were built but not used and vandalised because they neglected community needs," he said.

The study said participatory development – consulting people on what they want and involving them in projects – is crucial for success. While participation has become a mantra, Burns said, many donors and NGOs still only pay lip service to the principle. A successful example of participatory development is [community-led total sanitation](#), which strengthens local skills to maintain and manage community assets. A core feature is the use of local material for the construction of latrines.

In one of its key conclusions, the study said priority should be given to ensuring basic needs relating to food, sanitation and land rights as, without these, the poorest cannot get access to services. To reach the poorest, the study added, development policymakers need to focus more on challenging social norms that perpetuate exclusion and also address behaviour that undermines community wellbeing, such as open defecation.

"Systems and institutions that support people's claims to rights can be undermined by intolerance and prejudice. Challenging unfair power structures that entrench inequalities is critical for positive change in people's lives," it said.

Other findings echo those of previous surveys, particularly on governance. The message came through consistently that people viewed improved governance as central to positive change in their lives. Good governance features prominently in [David Cameron's "golden thread" of development](#).

In the My World survey, [one of the top three priorities](#) – in the world as a whole, for both men and women, for people of all ages, and in all types of country – is "an honest and responsive government".

Transparency International has urged the UN panel, co-chaired by Cameron, President Ellen Johnson Sirleaf of Liberia and President Susilo Bambang Yudhoyono of Indonesia, to make governance a standalone goal and ensure, at a minimum, targets that address access to information (such as budgets and procurements), rule of law and civil society participation.

The Participate study makes a similar point: "Promote better governance based on values of accountability, transparency, trust, access to information, responsiveness and effectiveness – values that can be best achieved through citizen participation and influence in decision-making."

Los Angeles Times

'Massive' wave of Russian state inspections of NGOs continues



Elena Panfilova of Transparency International, which was searched by Russian officials as part of a wave of inspections of non-governmental organizations. (Ivan Sekretarev / Associated Press / March 27, 2013)

March 27, 2013, 12:31 p.m.

Russian officials pressed ahead Wednesday with a sweeping wave of inspections on nonprofit foundations, human rights groups and other NGOs that has troubled activists in [Russia](#) and abroad. In the latest round, state inspectors showed up at the offices of [Human Rights Watch](#) and Transparency International.

Four government officials -- two from the Moscow prosecutor's office, one from the Ministry of Justice and one involved in tax inspection -- arrived at Transparency International with a letter seeking office policies, financial documents and other papers, director Elena Panfilova said Wednesday.

“The funny thing is, we underwent a planned inspection from the Ministry of Justice in February, and received a report that we were all clean and fine,” Panfilova said. When the officials came Wednesday, she said, “they asked for the same documents that we submitted to the ministry in February.”

Panfilova said her staff was merely puzzled by the repeated inspections, not alarmed, but the increased government attention to such groups has stoked concerns of intimidation among others. Human Rights Watch, which also was inspected Wednesday, has complained that the investigations feed into a “menacing atmosphere.”

The two groups are only the latest in a long list to face state scrutiny in recent weeks.

“This is a very disturbing development designed to send a chill through civil society,” said Freedom House President [David Kramer](#), whose group doesn’t have offices in Russia. “They’re on a witch hunt, looking for any documents they can use to distort” what NGOs do.

Last year Russia ushered in new rules requiring many nongovernmental organizations that receive foreign funding to register as “foreign agents” or risk fines, restrictions on public protest and imprisonment. Russian leaders also passed a law to allow the suspension of Russian groups with U.S. funding that engage in “political activities.”

Activists suspect a February speech triggered the recent tide of inspections. Addressing its federal security service, President [Vladimir Putin](#) said foreign interference in Russian internal affairs was unacceptable.

“We have a set of rules and regulations for NGOs in Russia, including rules and regulations about foreign funding. These laws, naturally, should be enforced,” Putin said.

As many as 2,000 groups have been searched in the past month, presidential human rights council member Pavel Chikov told the Associated Press. His legal defense group, Agora, was reportedly among those inspected Wednesday. Chikov himself will face questioning by a state prosecutor next week, the [Russian Legal Information Agency reported](#).

“This is the most massive wave of inspections I’ve ever seen in 21 years working at Human Rights Watch on Russia,” said Rachel Denber, deputy director of its Europe and Central Asia division.

Human rights group [Amnesty International](#), which [said it was inspected Monday](#) along with three prominent Russian organizations, expressed concern that such visits were “carried out in such a way as to deliberately stigmatize and discredit NGOs in the eyes of the public.” Some of the unannounced inspections have been accompanied by state television crews, according to rights groups.

“The bigger fear is that this is just round one, and that, after the smearing, the forced closures will come,” Amnesty International's Europe and Central Asia director, John Dalhuisen, said in [a statement](#) Friday as inspections ramped up.

The German Konrad-Adenauer-Foundation, which is affiliated with the political party of German Chancellor [Angela Merkel](#), said inspectors who arrived Tuesday confiscated computers, saying they needed to check software licenses. Its chairman, [Hans-Gert Pöttering](#), called the visit “worrying.”

Russian backers of the law have defended the increased attention to NGOs as needed and valid. The author of the “foreign agent” law denied it would smear government critics.

“I think the idea that ‘foreign agent’ means ‘spy’ is more of a hangover from the Soviet period in which our parents grew up,” Alexander Sidyakin told the [Russian state news agency](#) last year. “I believe there is nothing insulting in this term.”

Russia orders tax police to raid foreign charities and human rights watchdogs

In February Putin told the FSB security services to monitor foreign backed NGOs

Shaun Walker Moscow Wednesday 27 March 2013



Russian prosecutors and tax inspectors raided anti-corruption and human rights watchdogs in the latest in a clampdown on foreign-funded charities and non-governmental organisations operating in the country.

Transparency International and Human Rights Watch had visits from tax police, while on Monday Amnesty International was also paid a visit. Human rights lawyers say that several hundred offices across the country have been raided in recent days.

“Four officials came, unannounced, and asked to look at documents relating to our finances, our history, the biographies of our founders,” said Rachel Denber of Human Rights Watch. She said that the men were very polite but stayed for over four hours and combed through reams of documents before taking away copies of many of them.

The raids come as part of a crackdown by Russian authorities on foreign-funded NGOs, which some in the Kremlin have insinuated are fomenting dissent in the country. Since the beginning of street protests against President Vladimir Putin in late 2011, when the then-Prime Minister accused protesters of being paid by the US State Department, there has been increased scrutiny of foreign organisations. Last year, a law was adopted requiring any NGOs receiving foreign funding to label themselves as “foreign agents” and in February Mr Putin instructed the FSB security service to closely monitor the work of foreign-backed NGOs.

“This is clearly meant to intimidate NGOs, demonise them, and ultimately close off scrutiny of Russia’s human rights record,” said Ms Denber.

“Our office has been open in Russia for 20 years and I’ve never seen anything like this.” So far there have been no actual charges or arrests, and it is unclear whether the move is merely an intimidation tactic or if it could lead to a real clampdown. Criticism has come from across Europe, with a spokesperson for the German foreign ministry warning of “a sustained effect on bilateral relations” and the EU’s High Representative, Baroness Ashton, calling the raids “deeply troubling”.

“Personally I think it’s a political mistake and harmful for the country to be carrying out checks on organisations who right now are carrying out real anti-corruption and human rights work,” wrote Elena Panfilova, head of the Russian office of Transparency International, on Facebook.